NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 406 du 9 novembre 2025

Au sommaire :

- **Des gilets jaunes à « Bloquons tout » et après, le besoin de s'organiser démocratiquement pour combattre l'offensive des milliardaires et de leurs serviteurs** - *Christine Héraud*
- **New York n'est pas devenue communiste un soir d'élection ou le délire réactionnaire et maccarthyste de Trump face à la vague de contestation du pouvoir des milliardaires** - *Yvan Lemaitre*
- **Surchauffe, financiarisation, guerre pour les profits, spéculations, la folle course du capitalisme vers le krach** *Daniel Minvielle*

Des gilets jaunes à « Bloquons tout » et après, le besoin de s'organiser démocratiquement pour combattre l'offensive des milliardaires et de leurs serviteurs

A l'Assemblée, où se poursuit le spectacle bien huilé du jeu de dupes parlementaire, se discutent les intérêts des milliardaires et du grand patronat, au nom de « l'économie nationale », c'est-à-dire des profits des classes possédantes, censés bénéficier au monde du travail en créant des emplois et plus de salaire. Vaste imposture qui voudrait faire accepter le hold-up des super-riches sur l'économie sous le prétexte mensonger que leurs profits ruisselleraient sur ceux d'en bas.

L'étalage de la fortune des milliardaires, de leurs multiples privilèges et avantages, le pillage des richesses et des caisses publiques par la minorité parasite, alors que le monde du travail s'enfonce dans la régression sociale, suscite une révolte profonde parmi les travailleur·es et dans les classes populaires, celles et ceux qui créent les richesses et font tourner la société.

C'est cette révolte de « celles et ceux d'en bas » que craignent les classes possédantes et leurs serviteurs. Ils craignent que la crise politique, la crise de leur démocratie bourgeoise et la nécessité pour les affaires des classes dominantes d'un régime autoritaire pour les servir, rôle auquel postulent l'union des droites et le RN, ne débouche sur un affrontement social.

Le mouvement « *Bloquons tout* » initié le 10 septembre qu'ils voudraient enterrer est loin d'être mort. Il se poursuit malgré l'atonie ambiante en se politisant, à travers les discussions sur nos intérêts de classe et il a besoin, maintenant, de se donner les moyens de préparer l'affrontement qui vient, en toute indépendance des directions syndicales et de la gauche embourbée dans « *la bataille parlementaire* ».

Un budget de guerre contre le monde du travail… Eux ou nous !

L'exécutif macroniste affaibli et déconsidéré n'a eu d'autre choix que de s'en remettre au Parlement pour tenter de faire voter son budget d'austérité dont aucun des députés ne conteste le fond, payer la dette, augmenter le budget militaire, sans toucher à la domination des milliardaires et du grand patronat sous prétexte de ne pas nuire à « l'économie nationale ». Ce sont les dépenses de l'Etat qui sont visées, avec des coupes drastiques sur les services publics et la santé, en aggravant les attaques contre les chômeurs, les allocataires sociaux, les malades et les handicapés, les sans-papiers… Lecornu a encore pu compter sur son meilleur allié le PS pour faire voter samedi le budget recettes de la sécu.

Aucun budget ne peut apporter la justice sociale et fiscale qui pourrait répondre aux besoins des travailleur·es, sans que l'ensemble de l'ordre social capitaliste ne soit remis en cause, la logique folle du profit qui conduit au chaos économique et social mondial, au militarisme et à la guerre, à la destruction de la planète, qui broie les vies des plus exploité·es. Notre sort ne dépend pas du jeu pipé de la comédie parlementaire mais de notre capacité à prendre en main nous-mêmes les affaires de la société pour les soustraire à la dictature du capital pour nous donner les moyens de répondre aux besoins collectifs.

S'organiser en toute indépendance des appareils syndicaux et politiques, du dialogue social et des institutions

Face à la régression sociale majeure que représentent le budget, les fermetures d'entreprises et les plans de licenciements, les directions syndicales se refusent à organiser l'affrontement avec le gouvernement et le patronat. La CFDT a répondu à la farce d'un « conclave-bis », la « *conférence travail et retraite* », proposée par Lecornu, qui a commencé mardi. « *Un cadre qui nous va bien* » a dit Marylise Léon qui entend, après l'échec du conclave de Bayrou remettre sur la table la retraite à points, rejetée par les grèves de 2019. Une impasse pour le monde du travail et ses luttes que les appareils syndicaux cherchent à soumettre au cadre du dialogue social et au calendrier parlementaire. La CGT, Solidaires et la FSU ne proposent une nouvelle journée de grève que le 2 décembre, peu avant le vote du budget à l'Assemblée, « *le moment où tout va se jouer* » explique la CGT.

Le 10 septembre, « *Bloquons tout* » s'est imposé aux appareils syndicaux. Certains comme la CGT, poussés par leur base y ont appelé, tout en essayant de faire contre-feu avec l'appel intersyndical du 18, puis du 2 octobre. Les directions syndicales craignaient d'être débordées, elles ont repris la main pour étouffer le mouvement, l'enfermer dans une impasse pour ne pas rompre le cadre du dialogue social à travers lequel elles négocient leur reconnaissance par le patronat et le pouvoir. Lecornu leur a octroyé la « *conférence travail et retraite* » que le Medef boycotte...

Cette stratégie perdante révolte nombre de militant·es et équipes syndicales qui rompent avec la politique de leurs directions, cherchent des réponses.

Cette révolte, en convergence avec les Gilets jaunes, la jeunesse, et celles et ceux qui ont popularisé le mouvement « *Bloquons tout* » à partir des réseaux sociaux, s'est exprimée le 10 septembre en trouvant ses propres outils d'organisation démocratique, les AGs de lutte, les interpros, les sections syndicales qui ont organisé leurs rassemblements, leurs grèves, leurs blocages… un mouvement dynamique et démocratique dans lequel des travailleur·es et une partie de la population ont pris eux-mêmes leurs affaires en main pour diriger leurs luttes, et qui ont fait sa force. Il n'y a pas d'autre voie pour inverser le rapport de force et faire reculer le gouvernement et le patronat.

A nous de nous faire entendre

La colère du monde du travail, les ruptures restent dominées par le manque de perspectives, le manque de confiance dans leur force de celles et ceux qui ont impulsé le mouvement.

Si les appareils politiques et syndicaux, l'étouffoir parlementaire et médiatique, la pression de la propagande réactionnaire ont réussi à monopoliser tout l'espace politique en excluant toute voix contestatrice, le mouvement n'a pas disparu. Ses actrices et acteurs discutent, observent, apprennent au spectacle édifiant du théâtre parlementaire et des jeux des partis et des appareils. Tout le monde voit bien que les milliardaires dominent tant la scène financière, économique que politique. Ils sont les maîtres du jeu et il n'y aura rien de favorable au monde du travail, aux classes populaires sans que soient remis en cause les intérêts de la minorité parasite qui dirige la société en fonction de ses seuls intérêts. Ladite « bataille parlementaire » démontre qu'il faut rompre avec le jeu truqué des institutions et la logique capitaliste du profit et de la concurrence pour annuler la dette, retirer au capital les moyens d'imposer sa loi en l'expropriant, prendre nous-mêmes en main les affaires de la société, postuler au pouvoir.

Ces perspectives peuvent paraître difficiles à atteindre et ne peuvent se résumer à des appels à la grève générale ou à des revendications qui, tout aussi radicales qu'elles paraissent, sont une impasse si elles ne s'inscrivent pas dans la lutte politique du monde du travail pour la conquête du pouvoir et pour construire une démocratie révolutionnaire dans laquelle ce sont les travailleur·es qui décident et qui dirigent, contrôlent la marche de la société.

Alors que les serviteurs des classes possédantes amusent la galerie au Parlement et préparent les prochaines attaques, il est nécessaire que le monde du travail se fasse entendre, qu'il formule ses propres revendications pour répondre à ses besoins immédiats, intégrées à une stratégie et une perspective d'ensemble de transformation révolutionnaire de la société. Le mouvement révolutionnaire, en surmontant ses divisions et rivalités, ses divergences affichées qui justifient les existences séparées et les sectarismes, pourrait aider à impulser une telle perspective. Il y a urgence et personne ne devrait se dérober à l'heure où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, où le militarisme et la guerre menacent l'humanité.

Il appartient à tou·tes les militant·es du mouvement social et ouvrier de prendre leur place dans cette bataille collective pour que se forme à partir de leurs luttes un parti révolutionnaire des travailleur·es. Il y a dans ce combat une place pour chacun·e et chacun·e y a sa place, la défense de nos intérêts sera comme elle l'a toujours été notre œuvre collective.

La journée du 15 novembre à l'appel des Gilets jaunes et de « *Bloquons tout* », les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien le 29 novembre, l'appel de directions syndicales à une nouvelle journée d'action le 2 décembre, les multiples luttes qui ont lieu contre les licenciements, pour les salaires peuvent être de nouvelles étapes de convergences, d'organisation, de politisation, du moins si la fraction la plus consciente du monde du travail en fait autant d'occasions de construire des liens, de se regrouper sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers. Autant d'occasions de s'armer politiquement pour faire entendre les intérêts de notre classe, faire vivre les idées anticapitalistes et révolutionnaires, faire avancer la conscience de classe et la confiance en nos capacités à contrer les attaques du gouvernement et du patronat, à faire reculer les forces réactionnaires, leur donner de bonnes raisons de nous craindre, et tracer la perspective d'une autre société, socialiste.

Christine Héraud

New York n'est pas devenue communiste un soir d'élection ou le délire réactionnaire et maccarthyste de Trump face à la vague de contestation du pouvoir des milliardaires

La victoire de Mamdani à l'élection municipale de la plus grande ville des Etats-Unis, capitale financière de la planète, New York, est un camouflet pour Trump mais aussi pour l'establishment démocrate. Totalement inconnu il y a encore un an, membre des Démocrates socialistes d'Amérique, DSA, la gauche du Parti démocrate, né en Ouganda et musulman, fils d'immigré indien, dénoncé par Trump comme « *communiste fou à 100 %* », Mamdani a recueilli 50,4 % des voix avec une participation record depuis des décennies, plus de 2 millions de votants soit 2 fois plus que lors du précédent scrutin. Il bat Andrew Cuomo, l'ancien gouverneur démocrate de l'État qui avait dû démissionner à la suite d'accusations de harcèlement sexuel et qui se présentait en indépendant après avoir été défait à la primaire démocrate, en juin, par Mamdani. Alors que le maire démocrate sortant, Eric Adams, avait dû renoncer à se présenter, plombé par des accusations de corruption, Andrew Cuomo recevait le soutien financier colossal de plusieurs milliardaires et celui de Trump, boycottant le candidat républicain, de Musk et JD Vance... Un concentré de la corruption du Parti démocrate qui a gardé ses distances vis-à-vis de la candidature de Mamdani.

« *Je suis musulman. Je suis socialiste. Et, je refuse de m'excuser pour tout cela* » proclamait ce dernier faisant de sa campagne une campagne dynamique, militante, s'appuyant sur des dizaines de milliers de bénévoles, revendiquant de rendre la ville de New-York abordable pour les classes populaires, contre la vie chère et les inégalités et mettant en avant la défense des immigrés, du peuple palestinien, des minorités, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme pour dénoncer le pouvoir des milliardaires. « *Nous mettrons fin à la culture de la corruption qui a permis aux milliardaires comme Donald Trump d'échapper à l'impôt* », déclarait-il recevant en retour caricatures et menaces : « *Si le candidat communiste Zohran Mamdani remporte l'élection du maire de New York, il est très peu probable que je débloque les fonds fédéraux, autres que le minimum requis, pour ma première maison bien-aimée, car, en tant que communiste, cette ville autrefois grande n'a aucune chance de succès, ni même de survie !* [...] *Il aura des problèmes avec Washington comme jamais aucun maire n'en a eu dans l'histoire de notre grande ville. Souvenez-vous, il a besoin d'obtenir de l'argent de moi, le président, pour remplir toutes ses promesses communistes bidon. Il n'aura pas un sou, alors pourquoi voter pour lui ?* » L'accusation de communiste s'inscrit dans la continuité du maccarthysme, la chasse aux sorcières du temps de la guerre froide ravivée par Trump emporté par l'hystérie antiwoke, contre les migrants et leurs soutiens, contre la gauche accusée de communisme… Ce à quoi Mamdani répond : « *New York restera une ville d'immigrants. Une ville construite par des immigrants, qui vit grâce aux immigrants et qui à partir de ce soir est dirigée par un immigrant.* »

Sa victoire combinée aux mobilisations No kings, dont la prochaine étape sera un rassemblement national à Washington le 22 novembre, déclenche l'hostilité des classes dominantes plus par ce qu'elle représente dans l'évolution politique de la jeunesse et d'une fraction du monde du travail, leur colère, leur révolte que par son programme qui, en réalité, n'a rien de socialiste.

Elle est l'expression de l'exaspération provoquée par les coupes budgétaires qui ont dévasté l'économie de l'État, provoquant une récession qui a frappé le plus durement les travailleur·es du secteur public, les enseignant·es et les employé·es des services, l'inflation ruine le pouvoir d'achat. Exaspération renforcée par le blocage budgétaire, le shutdown le plus long de l'histoire qui commence à paralyser le pays, met au chômage des milliers de fonctionnaires et prive d'aides alimentaires 42 millions de pauvres.

Ce mardi 4 novembre se déroulaient 190 élections dans plus de 30 États. Elles ont vu les candidats démocrates progresser, tirant profit de cette colère, du rejet croissant de Trump pour se poser en défenseurs des classes populaires sans proposer quoi que ce soit pour atténuer le chômage de masse et la pauvreté. Probablement le Parti démocrate réussira-t-il à utiliser en sa faveur le succès de Mamdani qui suivra le chemin de Sanders et d'Ocasio-Cortez qui n'ont jamais rompu avec le Parti démocrate. Déjà Mamdani a multiplié les gestes afin de trouver sa place dans l'administration de la ville des milliardaires et rassurer les classes dominantes et l'establishment. Il a déclaré que, malgré son opposition politique, il « *souhaitait dialoguer avec le président Trump sur les possibilités de collaboration au service des New-Yorkais* ». Les cinq membres de son équipe de transition avant son entrée en fonction le 1er janvier 2026 sont tous des vieux routiers du Parti démocrate compromis dans la mise en œuvre de politiques pro-capitalistes contre la classe ouvrière sous les précédentes administrations municipales. Et il maintient l'actuelle commissaire de police, héritière d'une famille de grands bourgeois, Jessica Tisch.

Que les Démocrates surmontent ou pas leur effondrement, les craintes suscitées par la campagne et l'élection de Mamdani n'ont pas fini de hanter les nuits de Trump, de l'establishment démocrate et de l'oligarchie financière. Celles et ceux qui se sont mobilisés parce qu'ils aspirent à une politique progressiste, au socialisme contre le capitalisme corrompu, ne vont pas composer mais faire l'expérience qu'il n'est pas possible de changer le système de l'intérieur en faisant des compromis mais par la lutte, la lutte de classe et qu'il leur faut se donner l'instrument de

leur combat, un véritable parti des travailleur·es capable d'affronter l'offensive autoritaire de Trump et la dictature de Wall Street.

De No Kings à la victoire électorale de Mamdani, les classes populaires et la jeunesse se mobilisent

La base de Mamdani, une coalition de travailleurs organisés et non organisés, d'immigrants, d'étudiants, de jeunes sans emploi, de petits commerçants et même de certains secteurs de la classe moyenne supérieure, partageait le programme contre la hausse du coût de la vie à New York mais leur enthousiasme allait bien plus loin pour combattre Trump et le Parti républicain, la cupidité des milliardaires et aussi la corruption du Parti démocrate lui-même. Sa campagne est l'expression de la haine à l'égard de Trump, de ses raids contre les immigrés et de la fracture de classe de plus en plus profonde qui mine la société. Elle participe de l'évolution internationale au sein de la jeunesse et du monde du travail, aussi du mouvement international de solidarité avec la Palestine.

La campagne de Mamdani, encore inconnu il y a un an, a été fondée sur un mot d'ordre simple, rendre la ville à nouveau abordable pour ses habitant·es, associé à une série de propositions : geler les loyers dans les zones réglementées, rendre les bus gratuits, mettre en place un système universel de garde d'enfants et créer des épiceries municipales pour fournir de la nourriture moins chère aux New-Yorkais dans le besoin.

Rendre New York abordable prend un contenu bien plus radical que le programme de Mamdani, celui de la contestation de la mainmise des milliardaires sur la ville qui est celle qui, dans le monde, en compte le plus grand nombre. Pour financer son programme social, il aurait besoin de les faire payer sauf que cela suppose de s'attaquer réellement à leurs intérêts et pas uniquement par des discours flattant la révolte et les aspirations du plus grand nombre.

Il ne fait malheureusement pas de doute que Mamdani n'en a pas l'intention. Lui, DSA et le Parti démocrate invoqueront le réalisme électoral pour canaliser sur le terrain des élections législatives de mi-mandat la dynamique contestataire qui se développe au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse qui auront besoin de trouver en elles-mêmes la force et les armes pour réaliser leurs aspirations.

La domination des milliardaires est incompatible avec la démocratie et les idées progressistes

Les menaces de Trump ne sont pas des propos de propagande électorale mais définissent sans ambiguïté sa politique visant à étouffer financièrement Mamdani et à déployer l'ICE, la police de l'immigration, à New York, voire la Garde nationale comme il le fait dans tout le pays dans les villes démocrates comme Chicago. Il sera d'autant plus déterminé qu'il craint le mouvement de révolte qui se répand aux USA et veut l'écraser, pour museler le pays alors que sa politique tant économique que diplomatique et militaire se retourne contre la population. Même sa base sociale pourrait lui échapper tant son gouvernement représente de façon brutale, sans fard et grotesque la fusion du pouvoir et du capital, un gouvernement de, par et pour l'oligarchie capitaliste, qui gouverne directement au nom des milliardaires et de leurs multinationales.

Lundi dernier, l'ONG Oxfam a publié un rapport sur la croissance des inégalités sociales aux États-Unis, intitulé « *La montée d'une nouvelle oligarchie américaine* ». Le rapport souligne que « *l'année écoulée a été profondément marquée par la concentration des richesses et du pouvoir* ». Au cours des douze derniers mois seulement, les dix Américains les plus riches ont vu leur fortune augmenter d'environ 700 milliards de dollars. « *Depuis 2020, leur patrimoine, corrigé de l'inflation, a augmenté de 526 pour cent. Autrement dit, de mars 2020 à aujourd'hui, la fortune de ces dix individus a été multipliée par six collectivement.* »

Les 0,1 pour cent des ménages américains les plus riches, soit un peu plus de 100 000 personnes, contrôlent six fois plus de richesses que les 64 millions de ménages situés tout en bas de l'échelle sociale.

Ces chiffres sont la manifestation violente de la logique capitaliste décrite par Marx qui veut que la concentration, l'accumulation de richesse à un pôle s'accompagne de l'accumulation de la pauvreté, de misère, de souffrance au pôle opposé, « *du côté de la classe qui produit le capital même.* » Ce processus engendre nécessairement la tyrannie politique, la destruction des droits démocratiques dont le pouvoir de Trump se fait l'instrument avec la passivité complice du Parti démocrate qui représente la même classe.

Contre le pouvoir prédateur de l'oligarchie financière, rompre avec le Parti démocrate pour construire le parti des travailleur·es et faire du socialisme son programme

Le vote Mamdani est une expression déformée de la révolte contre Trump qui s'exprime aussi dans la rue, au fil des rassemblements dans tout le pays du mouvement « No Kings », dans les entreprises et les quartiers aussi. Elle s'accompagne de la révolte contre la corruption de l'appareil démocrate considéré comme le défenseur de ce système haï par les classes populaires. La politique autoritaire et violente de Trump accompagnée de la régression sociale loin de « *l'âge d'or* » promis engendre l'instabilité politique et affaiblit les institutions fondées sur le bipartisme alors que le Parti démocrate fait face à la pire crise de son histoire récente. La victoire de Mamdani accentue cette crise. Une nouvelle période de tensions s'ouvre à New York qui concentre de façon exacerbée les contradictions à l'œuvre dans tout le pays entre Wall Street, l'autoritarisme de Trump, les démocrates, la jeunesse, le monde du travail, les migrants qui se mobilisent. L'instabilité, l'affaiblissement du pouvoir, les premiers pas des mobilisations populaires ouvrent de nouvelles pos-

sibilités pour la mobilisation et l'organisation du monde du travail, l'émergence de l'embryon d'un parti des travailleur·es qui défende une stratégie de classe, socialiste.

Ces transformations s'inscrivent dans des bouleversements internationaux qui, depuis la grande récession de 2008-2009, secouent la planète et dont le mouvement Occupy Wall Street de 2011 a été une première étape aux USA avant Black Lives Matter et aujourd'hui No Kings, alors que se produit un renouveau des luttes de classes. C'est ce qui donne à la victoire de Mamdani, malgré ses limites politiques et sociales, une signification historique et internationale. Ces bouleversements en cours, ce soulèvement de la jeunesse, des travailleurs, des femmes qui secouent la planète portent en eux la renaissance d'une véritable courant socialiste et communiste, démocratique et révolutionnaire.

Yvan Lemaitre

Surchauffe, financiarisation, guerre pour les profits, spéculations, la folle course du capitalisme vers le krach

« *Le monde de la finance danse sur un volcan* », titrait Martine Orange dans *Médiapart* lundi 27 octobre. Du risque majeur de krach financier qui menace d'effondrement le secteur de l'intelligence artificielle à la secousse qui a traversé le système bancaire US après la faillite de deux sociétés, First Brands et Tricolor, en passant par les perturbations créées par la politique de Trump et le « shutdown », tout semble réuni pour que le château de cartes s'écroule. « *Tous les ingrédients sont réunis pour déclencher une crise majeure : il suffit d'une étincelle pour que la situation dégénère* », prévient le dirigeant d'une société de gestion d'actifs.

Et les craquements se font entendre. Mardi, après un avertissement sur les risques émis par les banques Goldman Sachs et Morgan Stanley, Wall Street terminait en baisse, en particulier sur les valeurs de la Big Tech, suivie dès le lendemain par les bourses asiatiques (Corée, Japon, Taïwan). En une semaine, 500 milliards de dollars auraient été « effacés » dans les capitalisations boursières de la Big Tech et de leurs fournisseurs. Des « corrections » qui faisaient se poser cette question aux Echos : « *Les Bourses asiatiques donnent-elles le coup d'envoi à l'éclatement de la bulle de l'IA ?* ».

Malgré ces « alertes » et la conscience exprimée par de multiples responsables économiques et financiers que le krach est devenu inévitable, les jeux financiers se poursuivent de plus belle. « *Les marchés, censés évaluer les risques, semblent totalement indifférents à ces multiples mises en garde* », écrit Martine Orange. « *Le monde de la finance a décidé d'ignorer ces alertes.* […] *Il continue à danser sur un volcan, par peur de perdre une once de profit, avant que la musique s'arrête*. »

En réalité, le fait que les marchés financiers poursuivent leur folie destructrice comme si de rien n'était ne relève d'aucune « décision », d'aucune « indifférence ». Bien loin d'être des organes d'évaluation et de régulation des risques, les marchés sont au contraire le lieu où se manifeste toute l'absurdité du capitalisme. La spéculation et la course à l'endettement sans limites débouchent sur l'instabilité mondialisée et la menace d'une crise financière qui peut précipiter l'économie mondiale de la stagflation actuelle à une récession brutale. Personne ne peut en connaître les rythmes, mais la marche est inexorable. Comme l'analysait Marx, la logique absurde du capitalisme le conduit à sa propre « négation », le plongeant dans des contradictions insurmontables.

La politique des Etats, celle de Trump aux USA comme ici la farce parlementaire autour d'un budget introuvable, participe de cette marche à la catastrophe qu'aucune « décision » ne peut arrêter si ce n'est… la lutte des classes.

La question qui se pose avant tout est de savoir en quoi la situation actuelle du capitalisme financiarisé mondialisé, l'ampleur et la diversité des menaces, l'accélération qu'elles connaissent, sont le signe de la maturation des conditions objectives et subjectives de la révolution sociale mondiale.

La « *guerre de l'IA* » nourrit la « *bulle de l'IA* »…

La « *bulle de l'IA* » dont tout le monde de la finance redoute l'explosion est d'abord le fait de capitalisations boursières délirantes. Nvidia, producteur des cartes utilisées dans les centres de calcul, est devenu fin octobre la première capitalisation boursière de Wall Street à plus de 5000 milliards de dollars, 1000 milliards de plus en 3 mois. Il est suivi par Apple (4000 milliards), Microsoft (3700 milliards), Google (3420 milliards)… Ces niveaux ne doivent rien aux perspectives de profit de ces entreprises. Ils sont le produit de la spéculation à grande vitesse sur le cours de leurs actions. Alors que ce dernier ne cesse de grimper, les spéculateurs gagnent de l'argent au gré des variations instantanées, tout en entretenant la tendance haussière. Laquelle à son tour attire les spéculateurs…

Ce mouvement haussier est encouragé par un flux continu d'annonces sur les projets en cours sur l'IA, avec la promesse de gains de productivité inédits… à condition que ces projets de développement soient menés à terme. Ces projets, dont un des promoteurs les plus délirants est le créateur de ChatGPT et patron d'OpenAI Sam Altman, demandent des investissements colossaux pour construire des centres de calcul et de données, les alimenter en énergie. Aux USA, les dépenses liées à l'IA devraient atteindre 375 milliards de dollars cette année, 500 milliards l'année prochaine. Toutes proportions gardées,

des sommes énormes sont aussi consacrées au développement de l'IA dans tous les pays industrialisés. La Chine développe à marche forcée ses propres moyens, visant à faire jeu égal avec les Big Tech US.

Sam Altman voudrait multiplier par 125 les capacités de son groupe d'ici 2033. C'est la condition, selon lui, pour atteindre son graal, l'« intelligence artificielle générale », surpassant celle des humains, et gagner ainsi la « *guerre de l'IA* ». Au coût actuel des moyens de calcul, la facture s'élèverait à 10 000 milliards de dollars… hors production électrique nécessaire ! Un chiffre sans commune mesure avec les 13 milliards de chiffre d'affaires annuel de la start-up qui est bien loin d'être rentable. Altman multiplie ses efforts pour rassembler des fonds, qui s'élèveraient actuellement à 1 400 milliards de dollars. Une somme bien inférieure à ses ambitions mégalomaniaques et qu'il compte multiplier en faisant entrer sa société en Bourse. Mais une somme qui donne déjà « *des sueurs froides à Wall Street* », selon *Les Echos*…

OpenAI n'est pas seule à recourir à la dette pour financer sa « *guerre de l'IA* ». C'est l'ensemble du secteur qui, malgré ses capitalisations démesurées et des trésoreries réputées « *confortables* », s'endette à tout va sur le marché des obligations, profitant de taux relativement bas. Jeudi 30 octobre, Meta-Facebook émettait pour 30 milliards de dollars d'obligations. Mardi 6 novembre, c'était au tour de Google, pour 22 milliards de dollars… De quoi, explique sa direction, refinancer sa dette existante, « *optimiser* » son bilan et… offrir un meilleur rendement à ses actionnaires !

Aux ingrédients explosifs de la spéculation et de la dette s'ajoutent les obstacles matériels, la difficulté de disposer des ressources nécessaires en termes de composants et d'énergie pour mener à bien ces projets. Le plan d'Altman, s'il se réalisait, exigerait 250 gigawatts d'énergie électrique, la production de… 250 réacteurs nucléaires ! La prise de conscience par certains investisseurs de l'impossibilité matérielle de réaliser ces projets pharaoniques pourrait bien être l'étincelle qui met le feu aux poudres.

A cela s'ajoute le fait que de nombreux commentateurs de l'évolution du secteur de l'IA se posent la question de « *tout ça pourquoi ?* ». Les gourous de l'IA générative comme Altman cherchent à vendre leur « vision » d'un monde où toutes les tâches humaines seraient réalisées par des machines, une « vision » où les délires transhumanistes côtoient la promesse de gains de productivité substantiels pour les entreprises qui feraient le choix d'acheter leurs produits, des « *agents IA* » réputés capables de remplacer tout ou partie de leurs salariés. C'est un refrain aussi vieux que l'introduction de l'informatique sous toutes ses formes dans les processus de production depuis plus d'un demi-siècle, la promesse d'une nouvelle révolution industrielle qui, en détruisant les formes anciennes, ne pouvait manquer de créer de nouvelles conditions de croissance.

Il est incontestable que cette révolution industrielle, numérique, a eu lieu en ce sens que le développement des techniques de l'information et de la communication a profondément transformé les moyens de production et d'échange : automatisation, robotisation, mise en réseau, socialisation de la production et des échanges à l'échelle de la planète… Des métiers ont disparu, d'autres se sont développés. Mais ces bouleversements, aussi profonds soient-ils, n'ont en aucune façon relancé la croissance économique. En 1987, l'économiste américain Solow constatait déjà que « *les ordinateurs sont visibles partout, sauf dans les statistiques de productivité* ». Certains économistes adeptes de la théorie de la « *destruction créatrice* », tel Aghion, devenu oracle des médias aux ordres depuis son prix Nobel d'économie, rétorquaient alors qu'il fallait donner du temps à ces transformations pour qu'elles produisent leur effet sur la croissance. Trente années après, l'expérience a prouvé qu'il n'en est rien : l'économie stagne, la croissance de la productivité du travail ne cesse de ralentir, le capitalisme financiarisé mondialisé s'enfonce dans sa sénilité. L'émergence de l'IA générative et la campagne de bluff qui l'accompagne depuis la sortie de ChatGPT fin 2022 a relancé la machine à illusions. Mais ces dernières retombent aujourd'hui, les « *doutes* » sur la rentabilité de l'IA générative dans les entreprises se font de plus en plus nombreux, menaçant eux-aussi de faire éclater la baudruche.

Derrière les emballements sur l'IA, une économie mondiale en berne

L'emballement des indices boursiers, comme le S&P500 US boosté par les records de capitalisation de la Big Tech, donne de l'économie une image totalement déformée. La somme des capitalisations boursières des « 7 magnifiques » (Nvidia, Apple, Microsoft, Tesla, Amazon, Facebook et Google) constitue en effet 38 % de la valeur globale de l'indice. Cela veut dire que les 493 autres entreprises cotées au S&P500 se partagent les 62 % restants... C'est un signe de la faiblesse globale de la première puissance économique de la planète.

Pour le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,2 % cette année, 3,1 % l'année prochaine. La croissance des USA serait de 2 % cette année après 2,8 en 2024. Le Japon, l'Allemagne, la France devraient connaître une croissance inférieure à 1 % cette année et la prochaine. De plus, avertit le FMI, « *ces prévisions restent incertaines, car les perspectives demeurent fragiles et les risques continuent de s'orienter à la baisse* ». L'OCDE partage à quelques détails près ces prévisions.

Dans ce contexte global de stagnation économique, des entreprises de plus en plus nombreuses se trouvent en difficulté, menacées de faillite. Les conséquences sociales sont catastrophiques pour le monde du travail. Aux USA, les licenciements recensés au mois d'octobre 2025 ont triplé par rapport à octobre 2024, un niveau record depuis 20 ans. En France, le nombre de faillites d'entreprises pourrait atteindre 70 000 pour l'année 2025. Touchant au début surtout de très petite entreprises (TPE) et les PME, le phénomène touche désormais aussi des entre-

prises de grande taille. Selon l'AGS, organisme chargé de garantir le versement des salaires dans les entreprises en difficulté, « *En 2024 et 2025, la France a fermé davantage d'usines qu'elle n'en a ouvert, et les procédures collectives d'entreprises industrielles de plus de 50 salariés ont bondi de 75 %* ». A des nuances près, la situation est semblable dans les autres pays industriels, en particulier en Allemagne.

Ces faillites constituent une menace pour l'ensemble du système financier, comme viennent de le rappeler aux USA celles, récentes, de deux sociétés du secteur automobile, First Brands et Tricolor, incapables de rembourser leur dette levée sur le marché dit du « crédit privé ». Le « crédit privé » est un des multiples procédés plus ou moins opaques de « l'industrie de la dette ». Il finance des entreprises non cotées en bourse à qui les banques « classiques » refusent un crédit faute de perspectives de rentabilité suffisantes. Les taux pratiqués sont bien entendu d'autant plus élevés que le crédit est « à risque », accentuant celui de faillite de l'entreprise.

Le marché du crédit privé représente actuellement aux USA 1700 milliards de dollars et est en plein expansion, reflétant la dégradation de la situation économique de nombreuses entreprises qui sont contraintes de se rabattre sur le crédit privé … pratiqué directement ou indirectement par ces mêmes banques qui leur ont refusé un crédit « classique ». Cela explique comment les faillites de First Brands et Tricolor, deux sociétés de petite taille, se sont répercutées, à travers les banques spécialisées ayant accordé leur crédit, à l'ensemble du secteur bancaire, faisant craindre à certains « *une nouvelle crise des subprimes* ». A l'instar du directeur général de la banque JP Morgan qui a exprimé ainsi ses craintes d'une crise de la dette privée… et son mépris social : « *Quand on voit un cafard, il y en a probablement d'autres* »…

La multiplication des entreprises « zombies » est un autre aspect de la dégradation de la situation économique. Une entreprise zombie est par définition une entreprise cotée en bourse dont les profits sont insuffisants pour rembourser sa dette et qui ne survit qu'en s'endettant de nouveau. Selon une enquête de l'Associated Press, leur nombre à l'échelle mondiale a augmenté de 30 % en une décennie. Il était estimé à 7000 en 2024, dont 2000 aux USA, 3000 sur les bourses européennes. « *A un cheveu de s'effondrer au moindre revers commercial* », elles emploient 130 millions de personnes.

Un monde capitaliste pris dans un faisceau inextricable de contradictions… que seule une révolution sociale mondialisée est en mesure de résoudre

Les conséquences de la financiarisation de l'économie sont résumées dans ce gouffre qui s'est creusé entre les sommets de la finance, accumulant des fortunes démentes et spéculant sans limite, et toute une partie de l'appareil de production et d'échange, entreprises indépendantes, sous-traitants, menacés de faillite. Cela illustre comment l'oligarchie financière qui règne sur l'économie mondiale accapare l'essentiel de la plus-value extorquée à un prolétariat toujours plus exploité, conduisant au bord de la ruine le tissu industriel dont elle tire ses propres profits tandis que sa boulimie prépare krach financier, crise de la dette et récession économique.

Au cours des presque deux décennies qui nous séparent de la crise de 2007-2009, les Etats et les Banques centrales ont pu, en subventionnant la finance à coup de milliards et de milliards d'argent public, éviter une crise financière qui n'a jamais cessé de menacer et maintenir à flot une économie au bord de la stagnation.

Ils apparaissent aujourd'hui totalement impuissants face à la catastrophe qui se profile. Leur seule stratégie est la fuite en avant dans la guerre commerciale, le militarisme, la préparation de la guerre, la démultiplication des offensives contre les travailleur·es, la population. Autrement dit la poursuite, en les aggravant, de politiques qui n'ont fait, au fil des années, qu'alimenter les contradictions jusqu'à les conduire à leurs limites, en particulier au bord d'un krach financier et d'une crise de la dette que chacun sait inévitable.

Effondrement brutal ou succession de soubresauts, personne ne peut en connaître les rythmes, ni quels en seront les facteurs déclenchants. Par contre, les conséquences ne peuvent qu'être destructrices sur le plan économique et social, la plongée dans une récession sans précédent, voire un blocage de l'appareil de production accompagné d'une terrible régression sociale.

La seule force capable d'y mettre un coup d'arrêt, de sortir de cette logique mortifère, ne peut venir que des travailleur·es, de la jeunesse, de la lutte des classes. Cette dernière naît de la nécessité, pour les exploité·es, de riposter à la guerre de classe de plus en plus brutale que leur mènent les classes dominantes et leurs Etats, aux conditions de vie qui leur sont faites. Elle évolue selon une logique parallèle, concurrente et irréconciliable à celle de la marche à la faillite du capitalisme. Cela s'est traduit, depuis les années 2011 et les Révolutions arabes, par une multiplication des révoltes sociales, partout dans le monde, où les travailleur·es, la jeunesse, ont tenté d'imposer sur leur terrain, dans la rue, en s'affrontant aux pouvoirs en place, leur droit à la liberté, à la démocratie, à la justice sociale. Un combat plus que jamais d'actualité, porté par la nécessité, pour les travailleur·es, de prendre la société en main, d'en retirer le contrôle des mains de ceux qui la conduisent à la ruine.

Daniel Minvielle